

ASSEMBLÉE NATIONALE

17 décembre 2018

PLF POUR 2019 - (N° 1490)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

SOUS-AMENDEMENT

N ° 1286

présenté par

Mme Bazin-Malgras et Mme Anthoine

à l'amendement n° 936 de la commission des finances

ARTICLE 56

À l'alinéa 11, après le mot :

« activité »,

insérer les mots :

« imposable à la cotisation foncière des entreprises ».

II. – Compléter cet amendement par l'alinéa suivant :

« V. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits mentionnés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à préciser que seul le matériel destiné à une activité imposable est pris en compte dans l'appréciation du seuil au-delà duquel un établissement peut être qualifié d'industriel. Il s'agit par exemple d'éviter qu'un exploitant agricole qui exerce accessoirement une activité non agricole puisse être qualifié d'établissement industriel en raison de l'importance du matériel qu'il utilise exclusivement pour son activité agricole.

Cette précision est nécessaire, car dans les litiges en cours, il arrive que l'administration prenne en considération l'intégralité du matériel figurant au bilan d'un exploitant agricole pour qualifier son installation d'industrielle, alors même que les moyens techniques destinés à son activité non agricole accessoire sont d'importance modeste.